

Mesdames et messieurs les membres du CDEN d'Ille-et-Vilaine,

Nous engageons à nouveau une préparation de la prochaine rentrée sur la base de décisions non concertées et précipitées. À charge pour les personnels dans les services et les établissements de mettre en musique les desideratas ministériels, et présidentiels, dans un contexte de contrainte budgétaire.

Nous déplorions l'an passé ici-même le peu de moyens attribués à l'école inclusive, les difficultés du remplacement, les inégalités scolaires, l'explosion des tâches administratives, le manque de postes en RASED ... Cette carte scolaire, comme les précédentes, ne prend pas en compte les nombreuses alertes sur les conditions de travail des personnels, en particulier dans le premier degré. Elle ne prend pas plus en compte pour notre département le manque d'accompagnants pour les élèves en situation de handicap ou le manque de places en établissements spécialisés. 50% des fiches SST du premier degré académique proviennent du 35, à quel moment cela est-il pris en compte dans la réalisation de la carte scolaire ?

Cette fois, donc, le projet de carte scolaire prévoit une diminution du nombre de postes dans le 1<sup>er</sup> degré, dans notre département comme dans beaucoup d'autres. Malgré la baisse démographique, notre académie est celle dont le P/E progresse le moins, et ce P/E reste en dessous de la moyenne nationale.

Nous nous interrogeons sur les objectifs de notre Ministère au vu des moyens attribués - ou plutôt retirés ! - pour la rentrée 2024 : la diminution du nombre d'élèves n'était-elle pas l'occasion d'améliorer les conditions d'enseignement et d'apprentissage des élèves, nous qui avons le triste record des classes les plus chargées d'Europe ?

Le temps du politique est différent du temps éducatif, on le sait. Les annonces régulières et désordonnées des ministres successives et successifs sont le signe d'une impréparation consternante qui met en tension le système éducatif. A force de changer de cap, les politiques menées à l'Education Nationale, insuffisamment concertées, jamais évaluées, répondent principalement à une analyse comptable des moyens alloués ou à des lubies personnelles, et sont vouées à l'échec. Les nouvelles orientations passées fixées par ce gouvernement, déconnectées des réalités de travail des personnels et des données scientifiques ne répondent pas aux enjeux actuels de l'Ecole : former des citoyens éclairés, respectueux d'autrui, conscients des enjeux environnementaux ...

Au Sgen-CFDT, nous considérons que la réforme du collège est inacceptable et signe sans l'assumer la fin du collège unique. La mise en place des groupes de niveaux en français et en mathématiques en 6<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> bouleverse à la fois l'organisation pédagogique des

collèges, et soulève bien des questions quant aux objectifs visés. Le flou qui continue d'entourer cette réforme n'est toujours pas levé. Cette enveloppe est insuffisante pour accompagner la mise en place des groupes de niveau flexibles. A moyen constant, cela conduira de fait à la constitution de classes de niveaux. Les établissements devront prendre sur les marges pédagogiques, au détriment d'autres projets pédagogiques existants dans les établissements.

Au Sgen-CFDT, nous exprimons haut et fort que cette réforme ne répond pas au principe énoncé de mieux accompagner l'ensemble des élèves, en adaptant le rythme et la forme des apprentissages au profil des élèves, tout en maintenant une ambition égale. Elle se traduira dans les faits par la constitution d'une voie de relégation. En totale contradiction avec l'ambition d'une école inclusive, ce projet est celui d'une école du tri social.

Les enseignants et enseignantes qui s'interrogent sur le sens de leur métier, craignent ainsi de devoir s'inscrire dans une démarche opposée aux principes qui les ont fait s'engager, pour la réussite de tous. Le Sgen-CFDT, comme la plupart des autres organisations, s'oppose à cette réforme contraire aux valeurs de l'école publique.

A propos des lycées professionnels, le projet de texte qui modifie les grilles horaires, et instaure une augmentation de 6 semaines des stages en terminale nous paraît contraire à un diplôme de qualité. La réforme est synonyme de moins d'école pour les élèves, d'inégalité de réussite aux examens avec la mise en place des parcours différenciés, et d'une nouvelle dégradation des conditions de travail des professeur·es de lycée professionnel.

Les revendications du Sgen-CFDT restent les mêmes : la participation des organisations syndicales à un groupe de pilotage d'une réforme plus ambitieuse pour la voie professionnelle, la prise en compte de la formation en CAP, miroir des bac pro, un renforcement des moyens au service du lien entre bac pro et BTS, une année complémentaire post-bac pour sécuriser la suite du parcours de l'élève et des cartes de formations qui prennent en compte l'ensemble des composantes économique, sociale et scolaire.

En ce qui concerne le 1<sup>er</sup> degré en Ille et Vilaine, et la carte scolaire, la rentrée de septembre 2024 serait marquée par une baisse démographique. La suppression de 3 emplois, auxquels il faut ajouter 5 emplois réservés aux départs exceptionnels en formation breton, ne permettra pas de couvrir tous les besoins importants et ignore les conditions de travail spécifiques du département.

Ce sont 87 fermetures qui sont prévues, pour 52 ouvertures : un vrai jeu de massacre ! Si l'indicateur choisi par l'administration, le P/E, s'améliore, il ne permettra pas une amélioration des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des personnels.

Les personnels qui font l'école au quotidien attendent des politiques cohérentes, respectueuses de leurs expertises professionnelles, de leurs conditions de travail et de leur qualité de vie.

Merci de votre attention.